

**II^e CONFERENCE INTERNATIONALE
DU RESEAU « FORMATION AGRICOLE ET RURALE » (FAR)
« Rôle des acteurs dans l'orientation et le fonctionnement des dispositifs de
formation rurale pour le développement »
TUNIS – 19 au 23 mai 2008**

**LA BIENNALE DE L'EDUCATION DE MAPUTO « CAP SUR LE POST PRIMAIRE »
PRINCIPAUX MESSAGES ISSUS DE LA BIENNALE 2008 DE L'ADEA**

*Intervention de Mamadou NDOYE
secrétaire exécutif de l'Association pour le Développement de l'Education en Afrique (ADEA)*

Pendant près de deux décennies, la mobilisation internationale s'est focalisée sur l'éducation de base pour tous, plus particulièrement sur deux objectifs de développement du millénaire, à savoir l'enseignement primaire universel et la parité filles-garçons. En Afrique, cette dynamique a conduit à un véritable boom des effectifs scolaires au primaire, notamment dans la dernière période où ils ont augmenté de 80,8 millions d'élèves en 1999 à 109,6 millions en 2005, soit une moyenne de plus de 5% par an. Ces succès ont eu pour effet une élévation de la demande des familles et des sociétés vers l'éducation post-primaire, demande relayée par les Etats avec des arguments économiques et de développement. L'exigence d'ouvrir, au-delà de l'enseignement primaire, le dialogue, les consensus et les partenariats internationaux, régionaux et nationaux sur les autres niveaux du système éducatif a ainsi émergé pour justifier le thème de la biennale 2008 : « *Au-delà de l'enseignement primaire : défis et approches de l'extension des opportunités d'apprentissage en Afrique* ». Du 5 au 9 mai 2008 à Maputo, les résultats de plus de 120 études de cas et recherches ont alimenté les discussions entre 600 participants dont près de 40 Ministres et plus de 30 agences de développement et leurs partenaires. Il ne s'agit pas ici de rendre compte de la richesse de ces débats mais d'en extraire quelques idées-forces.

Quels sont les principaux messages émergeant de la Biennale 2008 ?

Tourner le dos à l'élitisme ne signifie pas faire la même chose en plus grand. Dans l'extension des opportunités d'apprentissage, il convient de distinguer la massification de la démocratisation. Le droit à l'éducation ne se limite pas l'accès mais prend tout son sens dans la réussite de tous. Or celle-ci se réalise lorsque chacun bénéficie des conditions d'éducation appropriées à sa situation et à ses besoins spécifiques. Ce qui exige une véritable transformation des systèmes éducatifs afin qu'ils répondent à la diversité des apprenants.

Pour y arriver, **il faut d'abord et avant tout passer d'une vision fragmentée et restrictive des systèmes éducatifs vers une vision holistique**. Au niveau vertical, tous les niveaux, du préscolaire à l'enseignement supérieur, sont en interaction à travers des transitions et des alignements dans la poursuite des parcours mais aussi dans les échanges d'effectifs (élèves et futurs enseignants) et dans le nivellement dialectique de la qualité. Au niveau horizontal, l'enseignement général, l'enseignement technique, la formation professionnelle et les diverses formes d'apprentissage ne doivent pas être séparés par des cloisons étanches mais plutôt articulés synergiquement de façon à permettre des transferts, des orientations, réorientations et des alternances grâce à des passerelles et des systèmes d'accréditation et d'équivalence.

Du point de vue des modes de ~~livraison~~ **formation ?**, la focalisation sur le système formel limite l'horizon des ressources éducatives. Celles-ci se retrouvent largement dans le non formel et l'informel sans compter les nouvelles possibilités qu'ouvre l'explosion technologique et médiatique, notamment pour l'éducation à distance, le e-Learning et l'apprentissage libre. Ici aussi, **il s'agit de combiner et de mutualiser les différentes ressources pour offrir différentes orientations et répondre à la diversité des besoins en prenant bien soin de la dimension de l'intégration** sans laquelle les risques d'isolement et de marginalisation deviennent sérieux.

Au total, il s'agit de reconnaître la complexité d'un système éducatif démocratique et efficace au regard des réponses qu'elle apporte à la diversité de la demande privée et sociale et des besoins de l'économie.

Une telle vision implique des changements de paradigme.

En premier, elle exige le passage de conceptions et de fonctionnements liés à la structure pyramidale du système vers de nouvelles approches articulées à la diversité structurelle. Les apprenants ne sont plus promus ou éliminés en fonction de leur potentiel à poursuivre ou non des études générales supérieures. Selon les talents, divers parcours sont offerts pour les valoriser. Il s'agit alors d'un véritable déplacement de centre. Ce ne sont pas les règles de fonctionnement et la structure du système qui déterminent les processus d'éducation et de formation, les critères d'évaluation et les décisions sur les parcours des apprenants. **C'est la réussite de chaque apprenant qui devient le centre et le système, ses filières et ses processus doivent être configurés, adaptés et mobilisés pour servir cette fin.** Au-delà de la diversification nécessaire à la prise en considération des talents différents des apprenants, ce changement de paradigme pose la focalisation sur la combinaison équité - qualité. Celle-ci suppose une attention particulière, des stratégies ciblées et des politiques compensatrices en faveur des plus démunis : filles, enfants et jeunes ruraux et suburbains, handicapés, nomades, etc. Elle doit aussi se traduire, à la place des redoublements et des exclusions, par la promotion d'alternatives de seconde chance et/ou d'enseignement - formation de remédiation pour que les apprenants en retard ou en difficulté gardent aussi toutes leurs chances de réussite. Alors émerge une culture de la qualité où l'échec devient un scandale, ou tout au moins, une exception.

La mutualisation des ressources éducatives actuelles et potentielles tout comme la promotion d'un système éducatif à la fois diversifié et intégré exigent de passer de l'idée d'un monopole d'Etat comme prestataire vers une gouvernance partenariale des systèmes éducatifs. Celle-ci commence par la reconnaissance d'un système multi-acteurs où interviennent des opérateurs privés, des collectivités locales, des communautés, des parents et apprenants. Mais dans la perspective ouverte, les Ministères de l'Education ne peuvent plus se limiter à leur mission scolaire. L'éducation perd l'essentiel de son sens lorsque ce qu'elle apprend n'est ni utile, ni utilisable pour résoudre des problèmes de la vie, économiques, sociaux ou autres, collectifs et individuels. Or sans le dialogue et la collaboration avec les Ministres chargés d'économie et de développement de santé et d'hygiène, d'environnement...ou avec les entreprises, les artisans, les organisations non-gouvernementales intervenant dans le développement local, comment le Ministre de l'éducation peut-il définir et mettre en œuvre les finalités et curricula, des projets et programmes d'éducation et de formation, des filières et des orientations répondant aux besoins de l'économie, du développement et des communautés ? Les approches et collaborations intersectorielles impliquées ici ouvrent de nouveaux partenariats qui permettent de mobiliser toutes les ressources éducatives existantes et potentielles de l'Etat et de la société, d'accroître aussi les opportunités d'apprentissage, de renforcer la pertinence et le rendement de l'éducation et de la formation par rapport à la demande du marché du travail, des besoins de l'économie et de la solution des problèmes de santé, d'hygiène, de nutrition, d'environnement, de citoyenneté, etc. Il ne s'agit donc pas de partenariats ad hoc mais plutôt stratégiques pour la transformation, à travers des réformes de haut en bas et de bas en haut, de systèmes éducatifs souvent déconnectés des réalités économiques et sociales des pays africains. Ces partenariats s'avèrent même vitaux lorsque l'on sait que la part de l'économie informelle dans le marché du travail et dans le produit national brut varie respectivement entre 31% (Afrique du Sud) et plus de 90% (Cameroun) et entre 30% et 60% en Afrique tandis qu'en moyenne les 95% de la main d'œuvre jeune entrant dans le monde du travail dans le secteur informel contre seulement 15% provenant du secteur formel de la formation. Ce qui plaide en faveur d'un système intégré de formation incluant enseignement technique, formation professionnelle non-formelle et apprentissages traditionnels pour rechercher des effets synergiques et innovateurs, notamment avec des systèmes d'alternance et de cadres nationaux de qualification permettant de reconnaître et de certifier les compétences acquises.

Dans le contexte d'une offre multiple et diversifiée ainsi que de cadre partenarial conséquent, il convient de repositionner le rôle de l'Etat dans la coordination, la facilitation, la régulation et le pilotage.

Ces nouvelles conceptions et approches amènent à mettre en cause la séparation conceptuelle et fonctionnelle entre enseignement, éducation et formation. L'acquisition des connaissances et les démarches intellectuelles, la promotion de comportements et de valeurs, le développement d'habiletés et de compétences préprofessionnelles ou professionnelles ne peuvent être confinées respectivement à l'enseignement général, à l'éducation et à la formation. Quelque soit le parcours, toutes ces dimensions doivent convenir à la préparation des jeunes aux défis de la vie et du monde du travail. L'ouvrier et l'agriculteur ont besoin de savoir lire, écrire, compter, analyser, évaluer et choisir des solutions pour résoudre des problèmes. Ils ont aussi besoin de raisonnement logique, d'ouverture technologique et de capacités d'innovation aussi bien dans leur vie que dans leur travail. Ils doivent développer l'esprit d'entreprise, le travail d'équipe, la reconnaissance et le respect de l'autre, la tolérance, le sens de leurs droits et devoirs en plus des compétences professionnelles spécifiques. C'est toutes ces combinaisons dans leur formation qui non seulement leur permet de valoriser tout leur potentiel humain mais également d'accroître la productivité et la valorisation de leur travail et de mieux contribuer à la croissance économique des pays.

En conclusion, la biennale s'inscrit dans un processus de développement des systèmes diversifiés et intégrés d'éducation et de formation permettant à tous de commencer ou de continuer à apprendre en fonction de sa situation et de ses besoins quels que soient l'âge ou le lieu. Cette perspective oriente vers la construction de sociétés apprenantes :

- apprendre à être : autonomie et collectivité
- apprendre à apprendre : connaissances, outils/approches et méthodologies
- apprendre à innover : adaptation aux situations nouvelles, mobilité et esprit d'entreprise
- apprendre tout au long de la vie : devenir un sujet apprenant

Dans cette **vie ?**, les systèmes éducatifs africains préparent certainement les jeunes à affronter avec succès les défis de la mondialisation marqués par les économies basées sur la connaissance et l'explosion médiatique impulsées toutes deux par la révolution scientifique et technologique devenue permanente.